

Point sur l'exploration



TANZANIE

Le puits Ziwani-1, foré sur le permis Mnazi Bay (M&P opérateur, 60,075%), a démarré le 1^{er} février 2012. Le puits a été foré jusqu'à une profondeur de 2 671 m.

Un intervalle de 3 m a été testé entre 1 106 et 1 109 m. Un débit de 7,2 millions de pieds cube par jour a été constaté sans stabilisation de la pression. Ce test a été effectué dans un nouveau réservoir carbonaté, non encore mis en évidence sur la concession de Mnazi Bay.

Les mesures effectuées n'ont pas permis de mettre en évidence des réserves commerciales mais ont néanmoins prouvé qu'il existait un système de dépôt efficace confirmant l'intérêt des différents prospects déjà identifiés par le Groupe sur ce permis.

L'appareil de forage va commencer une campagne de workovers comprenant des tests longue durée sur les puits à gaz du champ de Mnazi Bay.

GABON

Le puits ETGO-1D, foré à partir du 14 mars 2012, à la suite du puits ETBIB-1, sur le permis d'Etekamba (M&P opérateur, 100%) s'est avéré négatif. Le puits a été foré jusqu'à une profondeur de 1 382 m.

Ces travaux ont permis de mettre en évidence des réservoirs au Gamba de très bonne qualité. Le Groupe va donc poursuivre ses travaux d'études afin de mettre en évidence de nouveaux prospects.

Plus d'informations : www.maureletprom.fr

Communication :

INFLUENCES

☎ : 01 42 72 46 76

✉ : communication@agence-influences.fr

Ce document peut contenir des prévisions concernant la situation financière, les résultats, les activités et la stratégie industrielle de Maurel & Prom. Par leur nature même, les prévisions comportent des risques et des incertitudes dans la mesure où elles se fondent sur des événements ou des circonstances dont la réalisation future n'est pas certaine. Ces prévisions sont effectuées sur la base d'hypothèses que nous considérons comme raisonnables mais qui pourraient néanmoins s'avérer inexactes et qui sont tributaires de certains facteurs de risques tels que les variations du cours du brut ; les variations des taux de change ; les incertitudes liées à l'évaluation de nos réserves de pétrole ; les taux effectifs de production de pétrole ainsi que les coûts associés ; les problèmes opérationnels ; la stabilité politique ; les réformes législatives et réglementaires ou encore les guerres, actes de terrorisme ou sabotages.
